



Enorme manifestation le 23 janvier à Hendaye contre le projet LGV. C'était une *manif historique* qui s'est étirée sur 4 km entre Hendaye et Irun et retour. 73 tracteurs ouvraient la marche et dans le cortège apparaissaient aussi les communes et associations de Gironde, Lot et Garonne et même de bien plus loin car le matin, une vingtaine d'associations de tous les coins de l'état français, du Pays Basque sud, des Asturies, d'Andalousie, d'Italie s'étaient réunies pour lancer la charte d'Hendaye. L'opinion publique du Pays Basque a basculé ce jour là contre la LGV.

Reportage photo en pages 8 et 9

2. Infos en Vrac

3. A.D.E.C.H. Bayonne Nord

4. Brèves Sociales

5. La Souveraineté alimentaire

6. 15 000 à Hendaye !

8 / 9. Quelques photos du 23 janvier...

10. Violences faites aux femmes

11. Collectif Les Barthes-Tarnos contre la LGV

12. La ressource de thon rouge

13. Chico Mendez

14. La Page d'ATTAC : de Copenhague à Balembouk

16. Cultures : "Ander" un film de Roberto Castón



... infos en vrac ...

Enfin une bonne nouvelle !

Elle nous vient de nos amis du Gers et de l'association « *Tasque Environnement* » qui se battait contre la construction d'une porcherie industrielle. Suite au jugement rendu par le tribunal administratif de Pau le 1^{er} décembre 2009, et après avoir reçu une confirmation du jugement en janvier 2010, l'association a obtenu l'annulation du permis de construire de la porcherie de Tasque, ainsi que la condamnation de l'État, voici une belle étape dans ce combat; le second recours porte sur l'enquête publique et le droit d'exploiter qui devrait être jugé cette année.

« *Gardons bon espoir pour le futur ! Merci à tous pour votre soutien et tous nos vœux de réussite dans vos actions environnementales* » nous dit l'association. Au Tuco chez Dominique Bailet, 32160 Tasque.

Mel : dominormandie@wanadoo.fr
et gerard.fabres@wanadoo.fr

Appel à inspection citoyenne de la base nucléaire de Mont de Marsan

Le 3 avril, dans le cadre de la journée européenne d'action contre les armes nucléaires et à un mois de la conférence de révision du Traité de Non Prolifération à New York, le collectif « *Non au missile M 51* » appelle au blocage de toutes les bases nucléaires françaises et à une inspection citoyenne de la base nucléaire de Mont de Marsan (40), base aérienne 118.

En 2010, la France, après l'entrée en service du missile air-sol ASMP-A et du nouveau missile nucléaire d'attaque intercontinental M51, aura entièrement renouvelé son arsenal nucléaire

L'attitude de la France qui, tout en violant les règles définies par le traité de non prolifération, par le renouvellement et la modernisation de ses armes nucléaires, voudrait se poser en gendarme du monde et imposer ses règles au reste de la communauté internationale est inacceptable.

Nous appelons tou-te-s les citoyen-ne-s, décidé-e-s à rappeler au gouvernement français ses engagements internationaux, à nous rejoindre dans la journée d'action du 3 avril ou à soutenir les actions du collectif « *Non au missile M 51* » par des rassemblements.

Parce que le désarmement nucléaire, c'est maintenant ou jamais, pour qu'on en finisse avec l'ère de l'extermination massive, faisons qu'il devienne une réalité.

En Allemagne, Belgique, France, Grande-Bretagne, Pays-Bas et en Turquie se préparent des actions non-violentes contre les bases qui accueillent les armes nucléaires.

Le 3 avril, dans toute l'Europe, mobilisons nous, dans le respect de la non-violence, pour faire entendre la voix de la raison.

Jean-Charles,
Collectif NON au missile M 51
05 58 04 81 60
06 47 19 71 89
svasti@no-log.org

Conférence-débat à Pau

Organisée par *Santé et Ecologie* (05 59 30 56 21 et 06 75 96 42 84) une conférence débat aura lieu le mercredi 24 mars à 20h 15 salle Récaborde (au Hédas) à Pau sur le thème des effets des rayonnements ionisants sur la santé des enfants, conséquence de Tchernobyl. Avec le docteur Michel Fernex professeur émérite à la faculté de médecine de l'université de Bâle.

"Verdir les autoroutes" le nouveau concept foireux de Borloo

Il y a des fois où la caricature est en deçà de la réalité. On connaissait les éco-autoroutes, l'inénarrable ministre de l'écologie et du développement durable Jean-Louis Borloo veut "aller plus loin" et vient de signer avec deux des principales sociétés d'autoroutes une convention destinée à « *verdir les autoroutes* » actuelles. On ne se contente plus de « *repeindre en vert* », maintenant on le dit !

C'est en effet l'AFP qui nous l'apprend : « *Les sociétés d'autoroutes filiales de Vinci et Sanef, qui exploitent plus de la moitié des tronçons concédés au secteur privé, se sont engagées lundi à investir plus d'1 milliard d'euros pour "verdir" ceux-ci, en échange d'un allongement d'un an de leurs concessions respectives.* »

Et devinez comment s'appelle cette magnifique convention signée entre l'état français et ces deux sociétés d'autoroutes ? Le « *paquet vert* »... Cela ne s'invente pas, probablement une nouvelle idée fumeuse de Borloo après les « *emplois verts* » et la « *croissance verte* »...

Ce « *paquet vert* » obligerait les deux groupes, qui gèrent à eux deux 5 947,5 kilomètres des 8 000 km du réseau autoroutier français concédé au secteur privé, à effectuer des travaux, dont le but est de « *verdir ces autoroutes* », s'est félicité Jean-Louis Borloo lors de la signature de cette convention à Paris.

Et combien va coûter le coup de peinture verte ? Un milliard d'euros pour 5 947,5 kilomètres d'autoroutes, cela fait environ 168 000 euros par kilomètre... Cela paraît beaucoup, mais il faut quand même savoir que le coût de construction moyen d'un kilomètre d'autoroute tourne autour des 6 millions d'euros et peut monter parfois à 10, 20 ou même 50 millions d'euros du kilomètre pour les cas les plus difficiles (montagne, milieu urbain dense). Même avec une moyenne de 6 millions d'euros par kilomètre, on obtient donc le coup de peinture verte à environ 2,8 % du coût total de construction...

Mais attention, le coup de peinture sera comme d'habitude financé par les contribuables, y compris ceux qui n'ont pas de voiture ou qui ne prennent jamais l'autoroute... Car, un « *allongement d'un an de leurs concessions respectives* » en échange du verdissement apparaît comme un beau cadeau fait par l'état français aux sociétés d'autoroutes... Le communiqué de l'AFP se garde bien de préciser quel est le bénéfice attendu par les sociétés d'autoroutes pour une année sup-

plémentaire de racket autoroutier... Et à ce prix-là, comment transforme-t-on une vieille autoroute polluante et destructrice de biodiversité en « *autoroute verte* » à la sauce Borloo ? En changeant les fosses septiques des aires de repos ! Incroyable, non ? On en voit parfois des vertes et des pas mûres...

« *Nous allons remplacer les fosses septiques des aires, contre des toilettes plus économes* », a notamment déclaré à l'AFP Pierre Coppey, directeur de Vinci Autoroutes France qui regroupe les sociétés concessionnaires ASF (autoroutes du sud de la France), Cofiroute, et ESCOTA (Côte d'Azur).

Vinci et Sanef doivent également mener des travaux « *préservant des zones hydrauliques sensibles, protégeant les riverains du bruit, sauvegardant la biodiversité et réduisant les émissions de CO2* ».

Juste une question : comment fait-on pour « *sauvegarder la biodiversité* » quand on a provoqué la disparition définitive d'espèces animales ou végétales ? On utilise leur ADN conservé dans du bitume pour les ramener à la vie ? Bienvenue à Autoroute Park !

Au passage, on apprend aussi que les deux groupes vont restaurer les aires de repos et entendent généraliser le télépéage. On peut supposer qu'une partie du milliard vert ira donc à la construction de systèmes de télépéage et à la réfection des cafétérias, mais bon, si c'est pour le développement durable...

<http://carfree.free.fr/index.php/2010/01/26/verdir-les-autoroutes-le-nouveau-concept-foireux-de-borloo/>

Allez! On tient le bon bout...!

Mais ne vous laissez pas aller pour autant...



Pensez à vous abonner !

A.D.E.C.H. Bayonne Nord

L'A.D.E.C.H. (Association de Défense de l'Environnement du Chemin de Hargous) s'est constituée en 2000 pour s'opposer au projet de route nommé "Barreau Nord". Avec l'appui du CADE, l'action est couronnée de succès (jusqu'à présent). Elle se réactive, voici un peu plus d'un an, pour lutter contre le projet, dont elle a eu fortuitement connaissance, de construction d'une usine de Tri Mécano Biologique sur le terrain de Batz-Arkondo à 400 m au Nord du centre commercial "Leclerc" de Bayonne Nord.

L'Association ajuste ses statuts au nouveau combat prévisible et devient à l'A. G. Extraordinaire du 28 mai 2009, l'Association de Défense de l'Environnement des Citoyens Habitant Bayonne Nord.

Son but est de sensibiliser les pouvoirs publics, les décisionnaires et les habitants proches, à la catastrophe que constitue une usine TMB, et de proposer des alternatives.

PRÉSENTÉ comme LA solution aux problèmes d'élimination des ordures ménagères, le procédé TMB (ou PTMB) s'avère à l'usage être une calamité. Sur le papier, c'est formidable : dans une enceinte close en dépression, les sacs d'ordures ménagères en vrac sont déchetés puis éventuellement broyés. Sur des tapis roulants des ventilateurs, des aimants et autres systèmes séparent les déchets ultimes et les parties recyclables des fermentescibles qui en bout de chaîne font du compost utilisable en agriculture. On peut également produire du méthane qui alimente l'usine en énergie ou est revendu. On en conclut : l'usine serait inodore, rentable et écologique. Elle diminuerait au moins de 50 % le recours à l'enfouissement ou à l'incinération. C'est ainsi, en 2004 lors de la présentation, que le projet a été "vendu" et a trompé les auditeurs.

La réalité est exactement à l'inverse

La Suisse, le Canada, l'Allemagne, pionniers en la matière, ont décidé de fermer leurs unités de TMB, et les quelques communes françaises qui ont eu le malheur de se laisser séduire en subissent les conséquences. Entre autres Caudan (près de Lorient), Beaucaire, Varennes-Jarcy et surtout Montpellier, où on a pu voir, lors des reportages de TF1 et France 2, les ravages causés.

• Le procédé n'est pas rentable :

Il n'y a pas de séparation chimique, le **compost** est donc souillé par les produits ménagers et autres. Les systèmes mécaniques sont inefficaces. En sortie de tapis roulant il est encore chargé de nombreux éléments étrangers. Il est inutilisable, donc invendable. Et il faut quand même l'enfouir ! Quand au méthane (appelé grisou dans les mines), il est trop pollué pour être utilisé ou vendu. Toute la communauté supportera les coûts d'exploitation déficitaires.

• Le procédé est polluant :

Un grand nombre de camions devra entrer et sortir, les sas retiendront-ils les puanteurs ? M. Iriart lui-même reconnaît maintenant « des nuisances olfactives ponctuelles mais acceptables » après avoir depuis le début nié en bloc qu'il y en aurait. Qu'en sera-t-il vraiment ? Les habitants de Caudan et de Montpellier peuvent témoigner de ce qu'on leur avait promis... et de la réalité. La noria de camions aura un impact non négligeable sur la circulation et induira nuisances sonores et pollution aérienne. La nappe phréatique affleure le terrain qui est sablonneux à cet endroit, chacun comprendra les risques.

• L'hygiène devient aléatoire :

A Montpellier les mouches et les Goélands envahissent les terrasses voisines en plus des puanteurs. «L'éco (?) quartier» du "Séqué" se

trouve à 500 m sous le vent de l'usine ! Les ouvriers, à l'intérieur, soumis aux poussières et aux émanations d'hydrogène sulfuré font des malaises (Caudan).

• L'usine va spolier les petits propriétaires :

A Montpellier les biens à l'entour de l'usine "Amethyst" ont perdu 40 % de leur valeur. C'est une catastrophe pour les petits propriétaires qui ont mis toutes leurs économies dans ce qu'ils croyaient être un patrimoine pour leurs vieux jours.

• Bilan conclusif :

Dans une zone peuplée de plus de 4 000 personnes, dans un quartier en plein développement urbain, on veut implanter une génératrice de puanteurs et de déficits.

Le procédé TMB (ou PTMB) n'est pas rentable, son exploitation est déficitaire et risquée. Les usines puent, polluent, attirent mouches, goélands etc., dévalorisant le patrimoine des riverains.

Il est impensable qu'après avoir subi Bacheforès, Bayonne Nord, ou quel qu'autre endroit, subisse pendant 25 ans des nuisances similaires, que les impôts locaux déjà faramineux soient encore augmentés et les petits propriétaires soient spoliés. Car ce n'est pas simplement Bayonne Nord qui est concernée, mais toute la CABAB.

L'A.D.E.C.H. Bayonne Nord deman-

de donc l'abandon pur et simple du projet, où que ce soit. C'est pourquoi il est important que le plus grand nombre d'entre nous se rende à la Mairie pour répondre à l'enquête publique entre le 25 février et le 31 mars ou écrive au commissaire enquêteur.

Conscients de l'urgence et de l'importance du problème, l'A.D.E.C.H. préconise l'adoption de la collecte sélective avec pesée embarquée, comme cela se pratique depuis plus de 10 ans dans la communauté de commune des portes d'Alsace. Dany Dietmans l'avait fort bien expliqué lors de sa présentation. Pour mémoire ce procédé a permis de diviser environ par 10 le poids des "poubelles grises". Le tout couplé à de petites unités de compostage, ou systèmes de valorisation des déchets fermentescibles. L'adoption de cette solution rendrait inutile la construction d'une usine à gaz coûteuse et polluante. De plus elle serait en harmonie avec les directives de gestion des déchets régionale et le Grenelle de l'environnement.

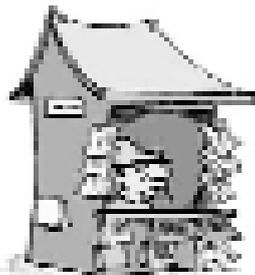
Association Défense de l'Environnement des Citoyens Habitant Bayonne Nord

71 chemin de Hargous
64100 BAYONNE

Mel : adech64100@yahoo.fr
Pour plus de renseignements, le site www.adech.fr



Zone d'implantation de la future usine de tri mécanique



Brèves Sociales

Bayonne : Les retraités manifestent

★ Ils ont exprimé leur mécontentement le 24 février dernier et de manière très unitaire puisque tous les syndicats appelaient à la manifestation. Ils se sont donc retrouvés devant la mairie de Bayonne. Ils ont rappelé combien il était difficile de vivre avec le minimum contributif (579 euros) pour 4 millions d'entre eux sur le territoire national, et que 5 autres millions (sur les 14 millions de retraités) vivent avec des pensions comprises entre 800 et 1000 euros. 65 % des retraités survivent donc avec moins que le SMIC pour la plupart. Ils réclament également la continuité de l'accès à des soins de qualité.

Sciences économiques : Le chômage disparaît

★ Les profs de sciences-éco sont très en colère. Selon leur association, l'APSES, le ministère veut à toute force évacuer des programmes de sciences économiques et sociales (SES) proposés en seconde, la plupart des questions de société qui y étaient abordées jusqu'à présent. disparaîtraient ainsi les questions « d'emploi et de chômage » ou « les revenus et les inégalités ». C'est un pas de plus vers la renonciation à la dimension citoyenne des programmes. L'UNL, l'union syndicale des lycéens, dénonce la dérive dogmatique et demande au ministère de revoir sa copie.

La CFDT soutient Batera

★ La CFDT Pays Basque s'est prononcée fin janvier pour soutenir la plateforme Batera qui organise une consultation de la population dans 95 communes du Pays Basque lors des élections régionales du 14 mars prochain. La question posée sera : « *Etes-vous favorables à la création d'une collec-*

tivité territoriale Pays Basque ? ». D'après Michel Larralde, secrétaire général de l'union locale Pays Basque : « *Chaque citoyen doit avoir la possibilité de donner son avis sur le sujet* ». Sans parler d'indépendance du Pays Basque, la CFDT dit souhaiter un accompagnement juridique et une certaine autonomie dans la gestion de la collectivité. Pour Batera, il faut que le Pays Basque fasse entendre sa voix au moment où s'annonce une réforme territoriale d'importance.

Elections à la MSA

★ Le 26 janvier dernier, ont eu lieu les élections à la Mutualité Sociale Agricole pour chacun des trois collèges : exploitants, salariés et employeurs. Chez les salariés la CFDT avec 76 sièges (sur le département) reste majoritaire mais perd 2 sièges par rapport à 2005. Elle est suivie par la CFE-CGC qui avec 60 sièges en gagne 11. La CGT quant à elle obtient 18 représentants et en gagne 8. L'UNSA s'effondre en passant de 19 sièges à 2. Le scrutin a vu la reconduction des mêmes tendances chez les exploitants et les employeurs. Quant au taux de participation, il a chuté à 44,8 %.

Les banques se foutent du monde

★ Deux informations se croisent ces derniers temps. L'INSEE a annoncé il y a peu, que les défaillances d'entreprises ont augmenté de 16,8 % au cours des 12 derniers mois. D'autre part, la Banque de France a indiqué que les crédits aux particuliers et aux entreprises n'ont progressé que de 1,8 % en 2009 et les crédits aux entreprises se sont contractés de 0,99 %, les crédits de trésorerie étant dans ce cadre particulièrement affectés (-14,2 %). Faut-il rappeler qu'à la suite du plan d'aide aux banques, ces dernières s'étaient engagées à

faire progresser le crédit de 3 % à 4 %. De ce non respect des engagements, ce sont les PME qui en pâtissent puisque les grandes entreprises peuvent solliciter directement les marchés financiers. Au final, c'est aussi l'emploi qui en pâtit quand on privilégie la spéculation plutôt que les investissements générateurs d'emplois.

Les salariés de B. Braun en colère

★ Une centaine de salariés du site de production B. Braun Médical de St Jean de Luz a boycotté la réunion annuelle de la société organisée au Sélect de Biarritz. Les représentants syndicaux n'ont disposé que de 3 minutes pour exprimer leurs revendications au cours de cette réunion consacrée au bilan de l'entreprise et aux objectifs pour l'année 2010. L'entreprise est en pleine croissance du chiffre d'affaire mais ne répercute pas cette embellie sur les salaires. Les salariés déplorent un manque de respect et une surdité totale de leur employeur. Ils envisagent d'autres actions !

L'économie basque en difficulté accrue

★ Selon le secrétaire général du syndicat ELA, le chômage risque de s'accroître au Pays Basque Sud. A la mi-février, il a déclaré que les « *plans d'ajustement* » du secteur public « *n'allaient faire que générer plus de chômage encore* ». Pour lui, l'économie ne pourra être réactivée ni avec des « *plans d'austérité brutaux et durs comme celui que propose le chef du gouvernement espagnol José Luis ZAPATERO qui veut réduire les dépenses ni avec les bas salaires* ». Il appelle à la mobilisation syndicale pour revendiquer des salaires plus justes et une fiscalité plus équitable. Dans ce sens des manifestations organisées par les syndicats ELA,

LAB, ESK, Ste-Elias, EHNE et Hiru sont prévues les 2 et 8 mars. ELA rappelle aussi que 55 % des personnes inscrites à l'INEM (Instituto Nacional de Empleo, l'ANPE espagnole) ne touchaient pas de prestations complémentaires et que 31 % n'en touchaient aucune.

Taxe professionnelle

★ *La Lettre du Financier Territorial* de février 2010 a calculé l'effet de la suppression de la taxe professionnelle sur les communes isolées de plus de 10 000 habitants. Comme par hasard, ce sont surtout des villes « *classées* » à gauche qui sont perdantes. Ainsi parmi les plus grandes perdantes : 5 villes PCF, 3 PS, 1 DVG et une seule UMP. Plus largement dans les 20 plus grandes « *gagnantes* », on ne trouve qu'une seule gérée par la gauche (Le Gosier en Guadeloupe). Parmi les bénéficiaires de la réforme, figurent Puteaux, Neuilly-sur-Seine, Courbevoie, Levallois-Perret, Le Raincy. Tiens donc !

ADLER t'es gonflant !

★ Dans sa chronique sur France Culture, début février, Alexandre ADLER s'est lâché. Pour lui, la crise économique grecque c'est très simple : « *Les Grecs n'aiment pas payer des impôts* » (est-ce spécifique aux Grecs ?). Il pense, Alexandre le Grand, qu'il faut en finir avec les « *corporatismes* » et avec une fonction publique « *pléthorique et improductive...* » Et il donne la solution après s'en être pris aux manifestations grecques « *anarcho-populistes* » : il faut pour la Grèce une « *dictature bienveillante* », une unité de tous les partis « *contre le peuple* ». Les Grecs qui ont souffert de la dictature des colonels seraient contents d'apprendre ça. Au fait, la démocratie n'est-elle pas une invention grecque ?

La Souveraineté alimentaire

La souveraineté alimentaire est un concept élaboré par Via Campesina, la plus grande organisation paysanne mondiale, et présenté au sommet mondial de l'alimentation organisé à Rome par la FAO (organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture).

Urgence : on crève de faim !

La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme a beau poser en principe une évidence : « *Tout homme a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer son alimentation et sa santé* », la faim humaine est un problème actuel, crucial et inquiétant. Après avoir stagné, puis régressé, elle augmente et fait sa réapparition dans les pays riches. Les causes sont multiples: sécheresses, pillage des ressources, conflits et déplacements de population, spéculation, chômage, etc., et souvent du fait de l'homme et non de la fatalité.

Du marché au Marché

L'OMC impose son modèle de régulation au niveau mondial mais les droits de l'homme à s'alimenter sont absents du commerce international. L'agriculture y perd son noble rôle de culture vivrière pour devenir un bien de production parmi tant d'autres, avec le même objectif : produire toujours plus et toujours moins cher pour le plus grand profit de quelques puissants.

Il autorise les subventions à la production et à l'exportation, ce qui permet aux pays riches d'écouler leurs excédents, voire leurs résidus, à des prix inférieurs à leurs prix de revient, vers les pays pauvres (pratique du « dumping »), créant ainsi une concurrence déloyale, mettant en péril l'agriculture locale et les cultures traditionnelles, changeant les habitudes de consommation. En exem-

ple, le lait en poudre, les brisures de riz du Japon partant au Sénégal ou, plus honteux encore, nos croupons de poulet envoyés à prix cassés en Afrique (chez nous, on préfère les blancs!).

Quant au FAO, il a du mal à s'oblitérer du système libéral. Aucun chef d'état n'était présent à son dernier sommet en novembre dernier à Rome (hormis ce pauvre Berlusconi qui en a raté une convocation chez le juge), sommet qui a vu l'élection à la présidence de son conseil d'un pur et dur de notre FNSEA. Notre président, quant à lui, clame et réclame un rapport d'expertise, alors que le dernier rapport officiel, rendu en 2008, fruit de plus de 3 ans du travail de 400 experts reconnus, ratifié par une écrasante majorité d'états et prônant une agriculture paysanne et écologique est parti aux oubliettes.

Via Campesina ou "la voie des paysans" : la souveraineté alimentaire

En rupture avec ce modèle, la *Via Campesina* revendique le droit des états et populations à mettre en place des politiques agricoles adaptées à leur population, sans incidence négative sur les autres pays. En choisissant le terme de souveraineté, elle se situe dans le champ du politique, la souveraineté fait autorité et s'oppose à la dépendance. Quant à garantir le droit de chacun à une alimentation saine et suffisante, c'est tout simplement fondamental, c'est aussi une condition pour la paix et la démocratie.

Le travail est sur plusieurs fronts: la protection des marchés intérieurs, la garantie de prix agricoles rémunérateurs, la discrimination faite aux femmes, la protection des ressources (gestion des forêts, de l'eau) de la biodiversité et de l'environnement, l'accès à la terre, la formation, la protection des semences, la reconnaissance des savoirs ancestraux et locaux. En Irak, berceau du blé, les paysans conservaient et amélioraient leurs semences depuis des millénaires... et puis vint la reconstruction, avec Monsanto dans ses bagages.



Via Campesina continue son chemin et nous ouvre la voie. Elle intègre dans ses axes de travail de nouvelles données comme réchauffement climatique et agrocarburants; elle fait des alliances avec environnementalistes et consommateurs, organise ses contre-sommets et résiste aux dictats.

Localement, *Laborantxa Ganbara* se réclame de la souveraineté alimentaire et son activité en témoigne. Le pouvoir et ses valets continuent, eux, à s'acharner sur les insoumis à la politique de terre brûlée du libéralisme.

France Bonillo

**Action Consommation
Pays Basque**

Le respect de la biodiversité

C'EST sous ce titre que le Conseil Régional, dans son journal d'infos, présente ses « strictes exigences » en matière de protection de la faune et de la flore sur le chantier de construction de l'A65. Et nous rassure sur le zèle mis par son concessionnaire, A'Ienior, à respecter les espèces protégées : un viaduc enjambrera les écrevisses à pattes blanches et le vison ne sera pas dérangé. Omission ? Il n'est pas fait mention de nombre d'espèces protégées pour lesquelles

la susnommée société a obtenu dérogation par arrêté préfectoral du 7 juillet 2008 qui l'autorise à détruire les individus, habitats et sites de reproduction sur des kilomètres et des kilomètres (cf. *Ortzadar* n°128 septembre 2008). Délit de sale gueule ? Ces dites espèces étaient du type chauve-souris, batraciens et autres grouillants, volants et rampants... Rien à voir avec ces bling-blings de visons et écrevisses.

France Bonillo

15 000 à Hendaye !

A l'appel du Collectif des Associations de Défense de l'Environnement (CADE), AHT Gelditu ! Elkarlana, Non aux voies nouvelles LGV, ACE Hendaye, Ahetze, Arbonne, Arcangues-Bassussarry Vie et patrimoine, Ascaïn LGV, AHTri Ez Senpere, Attac Pays basque et Attac Landes, Biriadou, Comité de défense de la D22, LAB, Mouguerre Cadre de Vie, Nivelle-Bidassoa, Saint-Pierre d'Irube Cadre de Vie, Association Sorsoube – Northon, Ustaritz Défendre l'Environnement, Villefranque Cadre de Vie.

ENORME manifestation le 23 janvier à Hendaye contre le projet LGV. C'était une *manif historique* qui s'est étirée sur 4 km entre Hendaye et Irun et retour. 73 tracteurs ouvraient la marche et dans le cortège apparaissaient aussi les communes et associations de Gironde, Lot et Garonne et même de bien plus loin car le matin, une vingtaine d'associations de tous les coins de l'état français, du pays Basque sud, des Asturies, d'Andalousie, d'Italie s'étaient réunies pour lancer la charte d'Hendaye.⁽¹⁾

L'opinion publique du Pays basque a basculé ce jour là contre la LGV ! Le plein d'énergie pour tous !

Reportage photo en pages 8 et 9.

(1) www.voiesnouvellestgv.webou.net

Liste des associations ayant appelé à la manifestation (hors associations organisatrices) :

- Le groupe municipal d'Ustaritz «HerriaBizi Dadin»,
- Amis de la Terre Landes,
- Sepanso Aquitaine,
- LAB,
- Verts Aquitaine,
- Leia,
- Batasuna,
- Eliane Pibouleau Blain Conseillère municipale à Bayonne (ANECR),
- Eusko Alkartasuna,
- Coordination Vigilance LGV,
- Bizi,
- Debout la République,
- Segi,
- Biharko Hendaia,
- Groupe «Unis à gauche» d'Ustaritz,
- NPA Bayonne-Boucau-Seignanx,
- Parti de Gauche,
- NPA Anglet,
- Liste Europe Ecologie Aquitaine,
- Abertzaleen Batasuna,



- Aralar,
- Fédération Départementale des Chasseurs des PA,
- La gauche abertzale du bassin de txingudi,
- L'Alternative Régionale Langon Pau,
- AHT Gelditu Elkartana,
- AHTren Aurkako Asanblada,
- Esker Abertzalea,
- Le Collectif d'habitants «Biarritz LGV et voies existantes»,
- ELB,
- Confédération Paysanne Gironde,
- L'association B.L.E Biharko
- Biharko Lurraren Elkartea (développement de l'agriculture biologique en Pays Basque),
- Fédération des chasseurs de Gironde,
- Association MilaBerri de Villefranque,
- Confédération Paysanne d'Aquitaine,
- Attac Aquitaine,
- PRG Pays basque,
- FASE (Fed Alternatives Sociales et Ecologiques) Aquitaine,
- Le MAI (Mouvement Altermondialiste Politique) National.

Pétitions

Initiée en juin par le PS de la CUB de Bordeaux, la pétition en faveur de la LGV arrivera bientôt à 2 000 noms. Celle que nous avons initiée

au Pays Basque une semaine plus tard contre la LGV arrivera bientôt aux 20 000 noms. Sans commentaire !

Une nouvelle pétition contre la tota-

lité du projet LGV initiée en février file déjà vers les 3 000 noms.

Pour signer les deux pétitions : www.voiesnouvellestgv.webou.net

La fracture ferroviaire

L va vite. Il bat des records. Il est démocratique. Le monde entier nous l'envie. Il a, proclame-t-on, sauvé la SNCF. Le TVG monopolise les discours à sa gloire dans un déploiement de communication sans précédent. L'incontestable réussite technique et le gain de temps qu'il permet cachent pourtant une réalité moins reluisante : tarifs en constante augmentation, correspondances chaotiques, lignes secondaires délaissées, réseau classique en déshérence. La SNCF ressemble de plus en plus à une compagnie aérienne qui dessert les centres des métropoles en traversant des territoires condamnés à regarder passer le progrès. Loin de tout fatalisme, cet ouvrage démontre que cette stratégie guidée par des logiques de rentabilité n'est pas la seule possible. La Belgique,

l'Allemagne, la Suisse, l'Autriche ont adopté à bien des égards d'autres modes de développement fondés sur la densification de leur réseau, des tarifs souvent plus bas, des correspondances harmonisées, des dessertes régulières et nombreuses. Le « tout TGV » français se condamne ainsi à ne livrer concurrence qu'à l'avion, laissant ainsi la voie libre au « tout route » avec les conséquences écologiques que l'on sait. La fracture ferroviaire est devenue flagrante. Un service public fragilisé peut-il encore la résorber ?

Voilà la présentation de ce livre excellent de Vincent Doumayrou aux éditions de l'Atelier. Les éditions ouvrières – rue Hoche 94200 Ivry sur Seine. Prix : 19,90 euros.

Grenelle de l'environnement : Route/fer Cohérence/incohérence ?

L'« IDÉE » de remplacer des trains à moitié vides par des autocars avait été évoquée en 2009 au moment du débat sur la loi ARAF réorganisant les services ferroviaires. Elle avait été repoussée par le gouvernement parce-que jugée incorrecte par rapport au Grenelle de l'environnement.

Le député Yanick Paternotte (UMP) rapporteur de la loi compte revenir à la charge. Il propose de réunir les exécutifs régionaux pour voir comment les TER pourraient ainsi laisser plus de place aux trains de fret. Le secrétaire d'Etat D. Bussereau trouve, évidemment, l'idée très bonne (pas nous). A suivre après les élections régionales.

Autre « bonne idée anti-service public », le gouvernement (D. Bussereau) réfléchit à des liaisons interurbaines en autocars, susceptibles de concurrencer les lignes SNCF jugées peu performantes et non rentables. La direction des infrastructures des transports (DIT) du ministère de l'écologie a contacté récemment les ASF (Autoroutes du Sud de la France) pour expérimenter une ligne reliant Bordeaux à Lyon via Clermont-Ferrand par l'autoroute A89. Le responsable des ASF a indiqué « *des liaisons en cars ont du sens là où la SNCF n'est pas en mesure d'assurer un service correct* ». Et il y en a beaucoup dans le style "ligne qu'on laisse se dégrader", par exemple Bayonne-Toulouse qui fait parler d'elle depuis longtemps. Cela permettrait en outre d'éviter les dépenses importantes de remises en état, voire d'entretien. Pour l'instant la SNCF se montre hostile et refuse l'autorisation nécessaire mais le député Hervé Mariton (UMP) partisan de la libération du marché des liaisons longues distances en autocar plaide pour le passage du régime d'autorisation à une simple déclaration. A l'automne 2009, lors de la discussion de la loi ARAF, Bussereau avait répondu « *ce n'est pas pour l'instant notre modèle de société, l'autocar remplaçant le train dans le transport interurbain comme cela se fait aux*

USA. Dans le cadre du grenelle de l'environnement nous privilégions le ferroviaire. » Toutefois, il a précisé que le gouvernement ne fermait pas la porte aux transports par autocars et qu'il confierait au Conseil général de l'Environnement et du développement durable le soin de mener une étude d'impact.

Allez M. Mariton courage! Les élections seront bientôt passées, vous pourrez reprendre et répandre sans problème vos "bonnes idées". Par contre nous nous étonnons du manque d'information de M. Bussereau. En effet aux USA on veut supprimer les autocars interurbains et les remplacer par des trains et non l'inverse. Le président Obama vient de financer partiellement (on est tout de même en pays libéral) pour 8 milliards de dollars, le projet de remise en état de lignes à plus grande vitesse entre villes. Grandes vitesses relatives puisqu'elles vont de 175 km/h au nord-est (Washington-Baltimore-Philadelphie-New-York, voies existantes) à 240 km/h en Californie et Floride, voies nouvelles) en passant par Chicago, l'Ohio, la Caroline du Nord, la Pennsylvanie sur les voies existantes). Ces lignes étaient très dégradées, sous utilisées et les relations interurbaines étaient assurées par des autocars. Nous conseillons à M. Bussereau de mieux s'informer, de continuer, en imitant les USA où finalement le Grenelle de l'Environnement semble être bien pris en charge.

En France, l'incohérence est totale. On veut transporter les voyageurs par la route pour laisser plus de rail au fret au moment même où la SNCF (patron l'Etat) va supprimer 70 % de l'activité des wagons isolés de fret et va pouvoir ainsi réduire le nombre de triages de ces wagons de 14 à 3 ou 4. Il n'est dit nulle part combien de camions seront mis sur la route pour se substituer à ces wagons isolés (1,2 millions disent les syndicats).

Alors bonjour Grenelle ?

Un ex cheminot...

Consignes de vote du CADE et des associations opposées aux LGV aux élections Régionales Pyrénées-Atlantiques

Les élections régionales se précisent. Dans les Pyrénées-Atlantiques, aujourd'hui, voici les onze listes en présence : l'UMP de M. Lamassoure et Juppé, le PS de M. Uthurry et Rousset, le Front National, Le Front de gauche, le Modem, EAJ-PNV (Parti Nationaliste Basque), LO, EHBai, Europe Ecologie Aquitaine, le NPA, AEI.

*Le CADE et les associations opposées aux voies nouvelles LGV appellent à n'accorder **aucun vote** aux proLGV, au premier rang desquels, la liste UMP de M. Lamassoure, la liste PS de M. Uthurry et celle du Front national. Les deux premières listes sont les locomotives du projet LGV et la troisième fait le wagon d'appoint sur ce dossier.*

Pour la liste du Front de gauche, nous nous félicitons que la tête de liste régionale M. Boulanger se soit prononcé pour un moratoire sur la LGV, de même que nous rendons hommage aux militants du PCF qui luttent à nos côtés. Cependant les diverses provocations à notre égard de quelques dirigeants du PCF proLGV nous poussent à appeler à rayer sur la liste du Front de gauche le nom de Daniel Romestant.

Pour la liste MODEM, nous avons noté leur position refusant la LGV au Pays Basque et surtout l'affirmation selon laquelle on ne fait pas passer un projet contre les populations. Cependant la présence dans cette liste d'un proLGV notoire en la personne de Michel Veunac nous pousse à appeler à rayer celui-ci.

Le EAJ-PNV (Parti Nationaliste Basque) a certes mis de l'eau dans son vin mais il n'a pas appelé à notre manifestation du 23 janvier et soutient sans réserve l'Y basque. Nous appelons à ne pas voter pour lui.

Lutte Ouvrière a jugé le problème LGV secondaire, nous jugeons leur liste secondaire.

Pour leur part, les listes régionales AEI, Europe Ecologie, EHBai et NPA se sont opposés à la LGV.

Les opposants à la LGV jugeront donc, en connaissance de cause à qui ils accorderont leur vote le 14 mars.

Il n'y aura pas de consigne de vote au second tour.



Nous étions 1





Photo ORTZADAR

15 000!



Photo ORTZADAR



Photo ORTZADAR



Photo ORTZADAR



Violences faites aux femmes

« GRANDE CAUSE NATIONALE 2010 »

Un label contre un fléau

EN cette année 2010, la lutte contre les violences faites aux femmes a été déclarée « Grande cause nationale » par Monsieur Fillon dans son discours du 25 novembre 2009, lors de la journée internationale pour l'élimination des violences faites aux femmes, devant un parterre de 25 associations de lutte contre ces violences dont le *Planning familial*. Nous ne pouvons qu'applaudir quand il rappelle la mission de l'état « de veiller à ce que les plus faibles soient protégé(e)s par la loi et que leurs droits fondamentaux, à commencer par le droit à l'intégrité physique soient respectés ». Nous restons plus dubitatif(ve)s quand il prétend que son « Gouvernement a fait de la lutte contre toutes les formes de violences une priorité, qu'il s'agisse des agressions sexuelles, des violences psychologiques, des mutilations sexuelles, des violences physiques ou des mariages forcés », tant les chiffres restent alarmants en France : 157 femmes ont perdu la vie en 2008, et 675 000 ont été victimes de violences ces deux dernières années. **Chez nous, en Pays Basque, le CIDFF (Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles) à lui seul, durant l'année 2008-2009, a reçu, orienté et suivi 366 femmes et le parquet de Bayonne a traité 200 procédures de violences conjugales.**

Les causes des violences faites aux femmes sont protéiformes : la violence conjugale relève de facteurs psychologiques et de troubles du comportement, du poids culturel de la société patriarcale, et de facteurs sociaux.

Les réponses du gouvernement s'inscrivent dans la logique sécuritaire. Il prévoit de renforcer l'arsenal juridique contre les auteurs de violences. Il envisage de créer le délit de violences psychologiques dans

le couple mais, sans modalités d'application cet arsenal judiciaire complexe reste inopérant. La multiplication des lois montre qu'elles sont inutiles. Une loi-cadre comme en Espagne aurait été sans doute plus pertinente, d'autant qu'un texte ambitieux déposé par des associations pour le droit des femmes et par des députés, continue à dormir depuis deux ans dans les tiroirs de l'Assemblée. Une solution miracle vient parachever ce choix répressif : le bracelet électronique pour les conjoints violents, « lancement d'un dispositif de surveillance électronique pour contrôler l'éloignement du conjoint violent sera testé en 2010, et cette initiative sera inscrite dans la loi », un procédé contesté et contestable, dont le port est limité dans le temps, pas toujours fiable, et qui ne manque pas de provoquer des effets secondaires surtout quand il est élargi inconsidérément. Vidéo-surveillance, scanner corporel et autres bijoux technologiques *bling-bling*, en terme de réinsertion on a vu mieux ! Et pourtant des solutions curatives font leurs effets. En Espagne, l'obligation de traitement médical pour les acteurs de violence existe dans la loi. En France des avancées formidables en terme de suivi psychologique sont menées par les associations, les magistrats, la police, la santé, soutenues ou initiées par les Conseils Généraux ou les Régions, de manière de plus en plus coordonnée mais dépendant toujours de la bonne volonté des acteurs plus que des moyens accordés.

A Bayonne, pour accompagner les femmes dans leur plainte, et tout le long de la procédure judiciaire il existe depuis 2008 un poste à mi temps (précaire) de *référént violence conjugale* au CIDFF dans les locaux du CCAS de Sainte Croix, et une consultation médico - judiciaire à l'hôpital et au tribunal de Bayonne, assurée par (ACJPB) l'Association de Contrôle Judiciaire Pays Basque (demi-poste précaire, également). A

ces associations s'ajoutent les assistantes sociales placées dans les services de Police et de Gendarmerie et l'action bénévole d'associations. La réponse judiciaire du parquet de Bayonne est de plus en plus ferme et rapide (environ 2 mois) et s'accompagne de l'éviction du conjoint violent. Mais ce qui est possible à Bayonne ne semble pas l'être à Pau, et n'est pas mis en place de manière égalitaire sur l'ensemble du territoire.

Coté culturel, pour éduquer au respect des genres dès le plus jeune âge, Monsieur Fillon a promis que devraient être diffusés sitôt après son discours « des clips dans les médias pour sensibiliser l'opinion publique et lutter contre les stéréotypes dégradants véhiculés par les publicités sur l'ensemble des chaînes télévisées françaises ». Malheureusement la campagne de vaccination a grippé les promesses. Dans cette campagne de prévention Monsieur Fillon ne peut s'empêcher de rejoindre le débat sur l'identité nationale et de faire l'amalgame immigration = violences faites aux femmes. Les plaquettes contre les stéréotypes machistes et pour la prévention des violences au sein de la famille « viseront en priorité les primo arrivants et les bénéficiaires du contrat d'accueil et d'intégration ». Le Planning refuse que soit instrumentalisée la cause des femmes à des fins xénophobes ou de voir stigmatiser de préférence la communauté islamique en dédouaner les autres sociétés patriarcales comme si toutes les formes d'intégrisme religieux ne représentaient pas un danger pour les femmes. Le Planning, pour sa part, reste très attaché au principe de laïcité et à l'école publique, contre toutes les formes de communautarisme.

Mais surtout, l'analyse du gouvernement reste coupée de la sphère sociale : violence conjugale égale délinquance qui ne dépendrait que

de la sphère privée. Rien n'est dit du monde de l'entreprise, pourtant un mauvais exemple de traitements humiliants, asservissants et violents qui inhibent la femme et rejailit sur sa vie de couple, rien sur le chômage, la précarité, le travail à temps partiel qui maintiennent la femme en position d'assistée. Pourquoi autant de femmes victimes de violences conjugales ont-elles autant de difficultés à s'extraire de leur agresseur, restent-elles prisonnières d'une situation inacceptable ? Entre autre, parce que leur devenir et celui de leurs enfants leur paraît pire encore hors du foyer en l'absence d'emploi, revenus suffisants, et logement, et ou de formation. Ce sont ces réponses que nous attendons pour sortir les femmes de leur impasse.

Quand Monsieur Fillon déclare comme « Grande cause nationale pour 2010, la lutte contre les violences faites aux femmes », l'information en reste encore confidentielle, et surtout nous nous interrogeons sur les moyens que l'état compte accorder pour mettre en œuvre ce projet : aide aux associations, reconduction et augmentation des postes, augmentation des capacités d'accueil et d'hébergement d'urgence, de relogement social, nécessaires à ces femmes pour leur permettre d'échapper à l'emprise conjugale.

Sur le Pays Basque, seul le Foyer des Mouettes avec ses 35 chambres peut accueillir 1 femme en détresse et ses enfants pour une durée de 15 jours. Quant aux mesures d'éloignement du conjoint violent, elles n'ont de sens que s'il existe une solution d'hébergement alternatif *Atherbea*, bien que n'ayant pas cette vocation, vient d'accepter d'héberger les auteurs de violences conjugales pour une durée limitée de 7 jours à 2 mois et selon ses disponibilités.

De toute manière toutes les « réformes » mises en œuvre par le gouvernement en matière de santé, de justice, de services publics, de financement des collectivités territoriales (perte de la taxe professionnelle), de retraites, d'accueil de la

“Collectif les Barthes - Tarnos”

Réunion du 16 février à Tarnos Barthes : création d'une association contre la LGV

PAS moins de 130 personnes se sont pressées, dans une salle trop petite, pour venir s'informer sur le projet de LGV qui devrait traverser et donc saccager leur quartier.

Les habitants ne cachent pas leur grande inquiétude depuis la publication du fuseau des 1000 m par RFF, le 11 janvier. Certains se sont déjà rapprochés des basques et sont allés manifester leur opposition à Hendaye. D'autres ont demandé le soutien de leur maire, M. Lespade, lors de la fête du quartier et à l'occasion de la réunion d'information annuelle tenue par la mairie.

Un projet dévastateur

Le quartier des Barthes de Tarnos est un endroit bucolique où des familles vivent là depuis plusieurs générations et où d'autres ont choisi de s'y établir pour y couler des jours paisibles, à la campagne.

La vie associative y est très présente et chacun peut s'adonner à ses activités préférées dans un cadre convivial (danses, chants, jeux de société, sport, méchouis, voyages...) La LGV, c'est une bombe, elle va détruire des exploitations agricoles, des maisons individuelles, les Missions Africaines et leur Eglise, la communauté d'Emmaüs, des commerces d'accueil touristique, les châteaux de Saubis et Onzac, les barthes en bordure de l'Adour, qui hébergent de nombreuses variétés d'oiseaux et d'animaux.

Il est prévu de construire un viaduc de douze mètres de haut environ pour franchir l'Adour.

Un projet inutile

Le CADE (Collectif de 43 associations du Pays Basque et Sud des Landes), luttant contre le projet depuis 1992, a démontré l'inutilité de la LGV. L'optique d'une ligne à grande vitesse est de relier des mégapoles entre elles, elle désertifie les régions qu'elle traverse, sans les desservir. Ainsi s'arrêter à Bayonne sera une perte de temps. De même à Dax où l'on compte aujourd'hui 12 arrêts TGV par jour. Avec la LGV on pourrait en dénombrer moins de 4. Donc aucun intérêt pour notre région.

Deux expertises indépendantes suisses (la première réalisée à la demande des associations au moment du débat public en 2006) et l'expertise CITEC commandée par des élus du Pays-Basque concluent que le fret prévu par RFF est surestimé et que la capacité des lignes existantes est suffisante, même avec le fret surestimé, pour au moins un demi siècle.

La ligne entre Bayonne et Dax, extrêmement vétuste, sera enfin dotée d'équipements plus modernes en 2010, qui permettront le passage de plus de trains sur la voie existante. D'autre part, le *Grenelle de l'Environnement* impose la mise en place de trains longs (donc à plus grande capacité) pour le fret.

Un projet ruineux

Roland Legros d'Attac Landes est venu présenter le volet financier du projet.

Ce projet serait financé par le public et le privé.

En cas de non rentabilité de cette ligne, la Caisse des Dépôts et

Deux sites historiques touchés par la LGV

Les missions africaines de Baudonne et leur église.

Ce lieu fait partie de notre patrimoine culturel. Il continue à accueillir des jeunes pour leur faire connaître l'Afrique, ses besoins et les sensibiliser aux problèmes du Tiers-Monde.

La communauté d'Emmaüs

Rencontre avec M Franz VALLI, directeur du centre.

“Depuis 1986, Emmaüs accueille en permanence une cinquantaine de compagnons qui y sont hébergés sans aucune subvention des pouvoirs publics et des collectivités territoriales.

C'est par le travail, une activité de collecte, recyclage et valorisation d'objets donnés, que la communauté assure sa propre subsistance. Ainsi s'est formée une chaîne de solidarité au service des plus souffrants.

Mais aujourd'hui le projet de LGV menace le centre de Tarnos.

Que deviendra alors cette solidarité auprès des plus faibles ?

Qui sera présent auprès des plus défavorisés ?

Qui proposera une place à ceux qui veulent un jour poser leur sac et se reconstruire ?

Dans le cas présent ce sont encore les plus faibles qui sont de nouveau mis à contribution par les plus forts pour une caste de favorisés intéressés et sans honte : perdre sa maison alors que d'autres ont plusieurs résidences dans le monde entier, ne plus avoir de quoi vivre alors que d'autres ne savent que faire de salaires mirobolants, ne plus avoir de trains régionaux pour aller au travail alors que d'autres auront un TGV pour leurs loisirs.”

Consignations devrait garantir 80 % des investissements privés, rien pour le Public.

Il est choquant de constater que la Région parisienne ne verse pas le moindre euro pour ce projet, alors que l'Aquitaine participera à raison de 57 % de la part des collectivités locales pour le tronçon Tours-Bordeaux.

Les impôts locaux vont donc considérablement augmenter pour financer la LGV. Les collectivités locales devront s'endetter pour 50 ans... avec l'accord de l'Etat ! Les banques se frottent les mains: le remboursement équivaudra à deux fois et demi le capital !

Les collectivités endettées ne pourront plus financer des équipements: maisons de retraite, écoles etc. Déjà, dans les Landes, la construction de deux collèges a été repoussée.

Les Landes aussi se mobilisent et passent à l'action

Après les Basques les Landais aussi se lèvent pour refuser ce projet et des associations voient le jour dans

toutes les villes et villages traversés par la LG : Labenne, St Geours, Lucbardez... et maintenant Tarnos. M. Legros et M.Giraut (association Sorsoube-Northon) annoncent la création d'un collectif landais pour coordonner toutes ces associations. A St Martin de Seignanx l'association Sorsoube-Northon organisera un référendum (pour ou contre la LGV) lors du vote pour les Régionales. Rappelons que, lors de référendums organisés dans leurs villages, les Basques ont rejeté ce projet avec une majorité d'au moins 90 %. Les affiches fleurissent à Emmaüs qui a l'intention d'organiser une journée de sensibilisation.

L'association se prépare à la prochaine échéance : manifestation à Nérac le 6 mars.

Tout comme Madame le Maire de Saint Martin de Seignanx qui a signé une motion anti LGV, l'association Tarnosienne demande à M. Lespade d'en faire de même. Ce dernier aurait accepté de rencontrer l'association.

 petite enfance, d'encouragement des écoles privées aux dépens des établissements publics (2 fois plus de postes aux concours accordés cette année), renforcent les inégalités, exacerbent les rapports de domination d'un sexe sur l'autre, et dégradent le quotidien des femmes.

ASSEZ de légiférer au lieu d'agir, de punir au lieu de prévenir !

Planning Familial Côte Basque

Tél: 06 22 62 02 76

mail: bayonneplanning@orange.fr

La ressource de thon rouge

Le stock de thon rouge a toujours été nettement plus petit que celui d'autres espèces comme l'albacore ou le listao (deux espèces tropicales). Pour donner une idée, on peut le situer au niveau du thon blanc. Si on peut trouver du thon rouge dans des zones très diverses de la planète, (c'est un grand migrateur), la Méditerranée joue un rôle primordial pour le thon rouge car il y séjourne en abondance et surtout, c'est là que se situent pour l'essentiel les zones de pontes, en particulier près des îles Baléares et entre la Sardaigne et la Sicile. Les poissons se trouvent alors en bancs à de faibles profondeurs, ils sont donc très vulnérables par certains engins de capture comme la senne tournante, un immense filet.

Quelques aspects politiques et juridiques

La récente annonce par la France de se positionner contre le commerce international du thon rouge dans dix-huit mois a fait grand bruit. En fait, rien n'est encore sûr. Une décision applicable dans le monde entier doit être prise à la CITES (convention internationale des espèces de faune et de flore sauvage) en mars prochain à Doha au Qatar. Le classement du thon rouge en annexe 1 interdirait le commerce international. C'est Monaco qui a lancé cette proposition il y a quelques mois. L'Union Européenne aura une position unique qui n'a pas encore été décidée.



Photo: Efilb.com

L'évolution des "métiers du thon rouge" en Méditerranée

Largement incités par le marché japonais (notamment pour le sushi), la pêche de certains pays riverains de la Méditerranée s'est fortement développée pendant toutes les années 1990 et le début des années 2000. La France, en particulier a montré un exemple catastrophique qu'on peut résumer ainsi : construction de plusieurs dizaines de thoniers senneurs de 30 à plus de 40 mètres de longueur pour des armateurs de Sète principalement, augmentation des durées des campagnes en commençant par les Baléares en mars et en finissant à l'Est vers le mois de novembre, investissement dans des systèmes de remorquage de poissons vivants vers des sites où ils sont ensuite

engraissés, création de "sociétés mixtes" bien entendu incontrôlables (par les autorités) avec des partenaires de certains pays riverains, changement de pavillon –notamment pour le lybien– de certains bateaux retirés de la flotte française pour pouvoir acquérir un bateau neuf subventionné, on en passe et des meilleures...

Dans ce contexte, il est évident que les quotas fixés par l'organisme international ICCAT (Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique) ont été dépassés, explosés, surtout par les Sétois mais pas que par eux. Il faut dire que le mode de fonctionnement de ces bateaux rendait les contrôles difficiles et comme l'administration s'en tenait aux déclarations de captures des patrons de pêche !

Après de multiples alertes à l'ICCAT de certains scientifiques et de certaines ONG, des coups de frein de plus en plus sévères ont été donnés depuis le début des années 2000 d'abord par l'ICCAT et ensuite par l'UE. On peut dire que depuis trois ou quatre ans les armateurs n'en font plus à leur guise et qu'après avoir tant investi et tant fait de bénéfices, ils n'arrivent plus à donner à leurs entreprises un semblant d'exploitation rentable. Enfin !

Il est évident que les dégâts sur la ressource ont été considérables. Il semble que le risque d'extinction de l'espèce aurait été réel en continuant sur la lancée, ce qui, heureusement, n'est plus le cas. Certes, un

grand coup de frein salutaire a été donné mais la plupart des entreprises (bateaux et installations en bord de mer) existent toujours. Il convient donc de se montrer intraitable et de ne pas relâcher la pression.

Par ailleurs, il a été annoncé que récemment des scientifiques australiens auraient réussi à créer les conditions pour faire pondre des thons rouges en captivité et pour faire grandir les jeunes individus. Il est possible que cette évolution ait des répercussions sur la pêche de cette espèce.

Pendant ce temps, chez nous...

A côté de cette surpêche en Méditerranée, les pêcheurs à l'hameçon dans le golfe de Gascogne (Hondarribia et, plus près de nous, Saint-Jean-de-Luz) font vraiment figure de parent pauvre. Eux aussi ont des droits (dits historiques) de capture de thon rouge remontant à plusieurs siècles et ne sont pas responsables de l'appauvrissement du stock mais ils risquent autant que les fraudeurs de Méditerranée d'être interdits de travailler sur cette espèce. En parlant de fraudeurs, certains chalutiers pélagiques français du golfe de Gascogne ont, eux aussi, ces dernières années, réalisé des massacres hors quotas sur le thon rouge. Mais curieusement, ils passent inaperçus...

Enfin, en conclusion, il est absolument nécessaire de ne pas mettre tous les pêcheurs dans le même filet, car une fois encore ce sont les petits métiers qui vont souffrir de cette interdiction, si elle est mise en place. Ils ont toujours voulu pérenniser leurs emplois en respectant les ressources halieutiques, contrairement à la pêche industrielle employant des techniques dévastatrices avec des engins de pêche démesurés, des navires de plus en plus grands et comme certains disent « après moi le déluge ». Exemple de cet état de fait : la disparition progressive des petits patrons pêcheurs du Port de Saint-Jean-de-Luz, qui fut en d'autres temps le premier port thonier de France.



Bateaux senneurs

CHICO MENDES (1944-1988)

« Je ne veux pas de fleurs à mon enterrement car je sais qu'elles seront enlevées à la forêt »



Chico Mendes

NOUS sommes le 22 décembre 1988, à la veille de Noël. Francisco Mendes Alvares Filho est assassiné devant chez lui à Xapuri dans le nord du Brésil. Il meurt dans les bras de sa femme et de ses deux enfants de deux et quatre ans.

C'est la 90^{ème} victime des tueurs du patronat et des grands propriétaires brésiliens cette année-là. Pourtant la nouvelle va se propager bien au-delà de l'Amazonie et du Brésil. Elle fera la Une du *New York Times*.

Chico a commencé à travailler à l'âge de neuf ans, *seringueiro*⁽¹⁾ comme son père, humble parmi les humbles, illettré, car les maîtres de la forêt se sont toujours opposés à la création d'écoles. Les premières n'ouvriront que dans les années 70.

Une rencontre va bouleverser sa vie. Un beau jour de 1962 la famille

Mendes rencontre un tout nouvel habitant de la forêt, un homme discret, mais si différent de ceux que Chico côtoie dans son monde: **il lit des journaux, il a une radio**. Des liens étroits vont se tisser entre eux. L'homme propose au père de Chico de lui confier le garçon les fins de semaine pour lui apprendre à lire et écrire. Malgré la perte de deux jours de travail, ce qui n'est pas un mince sacrifice, le père accepte. Au contact de son nouvel ami, qui vit à trois heures de marche de son campement Chico n'apprendra pas seulement à lire. Euclides lui parlera du vaste monde, des luttes nombreuses auxquelles il a participé, il le guidera, sans jamais le brusquer.

Euclides Fernandes Tavora est un ancien officier de la *colonne Prestes*⁽²⁾, emprisonné, évadé, militant en Bolivie, obligé de se réfugier dans la forêt suite à une terrible répression (quelques années plus tard « ils » accrocheront le Che à leur tableau de chasse).

De nouveau menacé à la suite du putsch militaire de 1964 au Brésil, il prêche à Chico la renaissance des mouvements sociaux... après la dictature et lui conseille d'entrer dans un des syndicats officiels pour apprendre, observer, se former...

La suite sera pour Chico une longue période de tâtonnements, d'apprentissages. Le premier essai d'organisation des *seringueiros* en 1968 est un échec. Le syndicat est enfin



Seringueiro au travail

créé en 1975. Chico n'est pas seul bien sûr. Une autre grande figure émerge à cette époque : **Wilson Pinheiro**. Il sera assassiné en 1980.

Chico tâte de la politique. D'abord dans le seul parti d'opposition toléré, puis au Parti Communiste puis au PT. Cela lui permet, raconte-t-il « de comprendre le fonctionnement de la machine politique » « **On élit des jaguars qui vous dévorent ensuite** ». Belle métaphore de la trahison des idéaux en politique.

Mais il reste avant tout militant du **Syndicat des Travailleurs Ruraux** et du **Conseil National des Seringueiros**. Harcelés par les autorités, arrêtés, torturés, menacés presque quotidiennement, Chico et ses camarades vont quand même remporter de belles victoires :

- Le Projeto Seringueiro de 1980 qui crée les premières coopératives ;
- Le Programme d'Education de 1982, indissociable du précédent, seul moyen d'assurer la gestion des divers projets par les acteurs eux-mêmes ;
- Le Projet Sanitaire qui permettra d'ouvrir de nombreux dispensaires dans cette région déshéritée.

LE GRAND PROJET c'est de créer des réserves forestières afin d'empêcher la déforestation. On permet ainsi à de nombreuses famil-



Extraction de la sève d'hévéa

les de vivre de la récolte du caoutchouc et des noix du Brésil.⁽³⁾

A la Cachoeira, le syndicat remporte sa 1^{ère} grande victoire : SIX MILLE HECTARES sont soustraits à la voracité des éleveurs, de la famille Darli notamment. Malheureusement, on peut dire que ce jour-là que Chico Mendes a signé son arrêt de mort. La participation des Darli à l'assassinat du 22 décembre a été prouvée, deux de ses membres ont été emprisonnés, dans un premier temps... Mais c'est une autre histoire.

Une autre grande réussite des syndicats de *seringueiros* a par ailleurs été la réconciliation avec les Amérindiens. Après un siècle de guerre, les deux groupes se réunissent, discutent et se mettent souvent d'accord sur des actions à mener. Chico raconte dans une interview l'air ahuri du Ministre de l'Agriculture à ...**Suite page 15**



La maison de Chico Mendes

De Copenhague à Balembouk



Agadez, dans le nord du Niger

emportant gens et bétail et jardins patiemment entretenus et cases de nattes et maisons de briques crues...

Des images de cataclysme, dont l'Occident s'est peu soucié : qui le sait seulement ?

Le dérèglement climatique et ses phénomènes extrêmes sévit d'abord là, chez ces populations dont ni le mode, ni le niveau de vie n'ont jamais perturbé les équilibres naturels de la Terre.

Et qui vient se rajouter à la misère –le Niger est un des pays les plus pauvres de la planète– qui n'est pas une donnée « naturelle » ni une fatalité ; à l'augmentation du prix des denrées de première nécessité (riz, mil) due à la spéculation financière de 2008 sur les céréales ; à l'absence de soins : il y a bien quelques dispensaires, ou l'hôpital à Agadez, mais sans moyens et sans Sécurité Sociale bien sûr, et les médicaments sont chers...

Mais il y a aussi, comme si tout cela ne suffisait pas, ce qu'Issouf Maha⁽²⁾, agronome international, a appelé la «malédiction de l'uranium».

Pas de chance pour les touaregs, le sous-sol de leur pays regorge d'uranium, et c'est une excellente aubaine... pour les compagnies minières internationales –Areva en tête– qui tiennent là, croient-elles, le filon juteux de l'après pétrole !

Le gouvernement de Niamey, en délicatesse depuis longtemps avec la région touareg, a vendu sans aucune concertation et sans aucune contrepartie pour les populations concernées, l'ensemble du territoire touareg ancestral de nomadisation⁽³⁾.

Cette richesse, qui aurait dû et pu améliorer la situation locale, est captée et par le gouvernement central et par les compagnies minières, qui interdisent même aux nomades l'accès aux puits pour certaines : c'est la mort programmée du pastoralisme et d'un mode de vie adapté à un environnement difficile, et l'anéantissement complet des possibilités d'avenir pour cette population.

Une rébellion armée, le *Mouvement des Nigériens pour la Justice* (MNJ) a donc vu le jour pour tenter de faire

de nattes, de plastique, de tous ceux qui ont dû quitter leurs campements pour venir ici chercher la sécurité, la nourriture et un hypothétique travail, les hommes majestueux et enturbannés, ou affublés de rayban de paccotille, montés sur des bicyclettes ou des cyclomoteurs pétaradants...

Agadez, majoritairement composée de touaregs, même si d'autres ethnies, haoussas et peuls y vivent également.

Toute la campagne au nord d'Agadez est depuis des temps immémoriaux le royaume de l'élevage et de la nomadisation, du cheminement des troupeaux en quête de maigres pâturages et de puits que suivent les bergers et leurs familles, au gré des campements de cases de sparterie toujours recommencés.

Quelques villages, fixes ceux-là, mais qui leur ressemblent : les cases qui regroupent les familles, les enclos d'épineux qui cernent les cours, empêchant les animaux

domestiques, chèvres et poules, de vagabonder et d'entrer dans les maisons ; l'ombre bienvenue des quelques arbres de ce coin du Sahel, sous lesquels palabrer ou piler le mil...

Temps nonchalant d'Afrique... Carte postale exotique... Et pourtant...

A une vingtaine de kilomètres d'Agadez, **Balembouk** est un de ces villages-là, pauvre mais agréable et propre aussi... S'il n'y avait l'invasion des plastiques divers, sacs portés par la brise toujours présente et s'accrochant partout ; restes de tongs, morceaux de seaux et de cuvettes, débris imputrescibles, qui saccagent le moindre paysage : il n'y a pas de ramassage d'ordures ; pas de déchetterie, et les piles, omniprésentes puisqu'il n'y a pas d'électricité dans la brousse jonchent le sol, mâchouillées par les chèvres, sucées par les enfants, utilisées par les femmes qui les pilent pour en extraire du « *khol* » pour les yeux ! Finie, la carte postale...

La désertification est en cours

Les arbres disparaissent au profit du sable et des maigres buissons qui s'approchent maintenant du village ; les puits s'assèchent, ou se contaminent rendant de plus en plus difficile l'entretien des jardins vivriers et le travail des femmes et des enfants qui doivent aller chercher toujours plus loin l'eau domestique quotidienne.

En 2009 de surcroît, des inondations catastrophiques se sont abattues sur Agadez et sa région –et sur Balembouk aussi– faisant rompre des digues : l'eau a tout dévasté

la page
d'
attac

Attac pays Basque, à quelques semaines de son « ATTAC café » sur le nucléaire et sur Copenhague, laisse la parole à une de ses militantes, membre d'une association qui intervient au Niger... l'Association Amanar France⁽¹⁾

Anti-carte postale d'un petit village touareg au Niger

Agadez, dans le Nord Niger, cité ancienne de terre ocre, avec sa mosquée du 15^{ème} siècle qui domine l'entrelacs des rues du haut de son minaret de banco hérissé de poutres de bois, les briques de terre crue qui sèchent partout au soleil, économiques et écologiques, qui feront des murs isolants, parfaitement adaptés à la chaleur torride de la région, les monceaux d'ordures que fouillent chèvres et chiens, démentant le slogan « *Agadez ville propre* » affiché vaillamment sur la seule petite poubelle municipale entraperçue, les constructions précaires des bidonvilles faites de tôles,



Femmes touareg, Agadez

respecter les droits des touaregs mais elle a entraîné une répression dure de l'armée nigérienne sur les populations civiles : arrestations arbitraires, assassinats, massacre du bétail, incendies de maisons, pistes minées...

De nombreux jeunes hommes, souvent soutiens de famille, ont soit rejoint la rébellion, soit fui dans des pays limitrophes pour se mettre en sécurité (être touareg était en soi un délit), laissant souvent les familles dans des situations dramatiques.

A Balembouk, les villageois ont dû pendant plusieurs jours abandonner le village et aller se réfugier dans les montagnes en plein hiver, avec les enfants et les vieillards.

Toutes les écoles ont fermé. Les nomades des campements qui ne pouvaient plus s'approvisionner ni circuler dans l'insécurité ambiante sont venus grossir les rangs des bidonvilles d'Agadez...

Mais la rébellion a échoué : elle vient symboliquement de rendre les armes en janvier 2010.

La place est libre pour les compagnies minières occidentales et chinoises, et on ne peut qu'espérer –mais rien ne permet l'optimisme sur ce point– que l'exploitation du minerai ne se fera pas dans les mêmes conditions qu'à Arlit, ville minière créée pour l'exploitation de l'uranium au nord de Balembouk, par et avec AREVA : aucune protection des personnels qui ignoraient les dangers de la radioactivité ; « plus de 35 millions de tonnes de résidus radioactifs entreposés à l'air libre à quelques kilomètres de l'agglomération d'Arlit et Akokan où vivent environ 80 000 personnes. Des déchets miniers radioactifs ont en outre été utilisés pour remblayer des pistes. En 2007 la CRIIRAD a révélé que de tels déchets, présentant un niveau de radiations 100 fois supérieur à la normale étaient présents devant l'hôpital de la COMINAK (filiale d'AREVA) à Akokan. Une mission conduite par Greenpeace à Akokan en novembre

2009 a confirmé que des niveaux de radiation élevés persistaient sur de nombreux secteurs de la ville »⁽⁴⁾ ; grâce à l'inventivité et la débrouillardise africaines, recyclage en objets du quotidien et diffusion de déchets contaminés par les populations ignorantes du danger ; épuisement des nappes phréatiques –il faut beaucoup d'eau pour extraire le minerai– et contamination des ressources locales par des polluants radioactifs et chimiques ; etc. Mépris, impudence et irresponsabilité assassine, ici comme ailleurs.

A Arlit comme à La Hague, à Balembouk comme à Copenhague, à Bayonne comme à Haïti, sous le sable et derrière les palmiers, il n'y a pas de cartes postales, ni de fatalité non plus... Mais des enjeux économiques, politiques, climatiques, écologiques, sociaux, mondialisés !

Attac Pays Basque

www.local.attac.org/paysbasque/wordpress

Agenda

- Le **lundi 29 mars** de 19 à 21 heures à la Taverne de l'Atalante à Bayonne, Attac café, ouvert à tous reçoit l'ADECH à quelques heures de la fin de l'enquête publique sur le projet d'incinérateur d'ordures dans les quartiers de Bayonne Nord.
- Le **Mardi 6 avril** à la Maison pour Tous d'Anglet à 20h30 conférence de Thomas Coutrot président d'ATTAC France : « Pour une réforme juste des retraites : et si on taxait les transactions financières ? »

(1) amanar.france@laposte.net

(2) Issouf Maha Touareg au XXI^e siècle

(3) Cartes à fournir dossier MNJ

(4) Cf. site de la CRIIRAD, communiqué du 8 déc 2009 « Areva : le nucléaire propre ? »

Suite de la page 13...

Brasilia quand il a vu arriver une délégation conjointe des deux anciens frères ennemis. L'époque où « aucun des deux camps ne faisait de prisonniers » n'était pourtant pas si lointaine !

Pour les seringueiros il ne s'agit pas de faire de la forêt un sanctuaire intouchable

Pas d'intégrisme écologique chez eux. Ils ont de vraies exigences pour l'environnement, alliées à un grand réalisme économique. Un hectare de forêt géré de manière durable rapporte jusqu'à vingt fois plus qu'un hectare de forêt déboisée pour y créer des pâturages.⁽⁴⁾

Les propriétaires terriens et les éleveurs sont regroupés quant à eux dans l'UDR. Ils poursuivent leur saccage de la forêt malgré des lois interdisant de déboiser des domaines de plus de 50 hectares sans plan de gestion, ou encore d'abattre hêvées et « noyers » du Brésil (castanheiros)⁽⁵⁾.

Le mode d'action non violent, utilisé par les seringueiros est l'**empate** (la mise à échec). Il consiste à bloquer les travaux de déboisement. A la mort de Chico, sur 40 empates 15 avaient réussi. La répression souvent féroce menée par les forces de police brésiliennes, avec son lot de tortures et de disparitions, n'est pas venue à bout de la détermination de ceux qui luttent pour leur existence et bien plus encore. De nos jours le saccage se poursuit avec les agro carburants comme prétexte.

Une seule chose est certaine : en Amazonie **rien ne pourra changer durablement sans la participation des acteurs de terrain.**

Après l'assassinat de Chico, de grands journaux du Nord avaient affirmé :

« Puisque les pays du Sud paraissent incapables de protéger leurs fragiles environnements l'administration des zones sensibles devrait être soumise à un contrôle de l'extérieur ».

Nul doute que Chico Mendes aurait été choqué par de telles affirmations.

Chico, « l'homme qui parlait doucement » savait gagner à sa cause, cherchait inlassablement à forger des solutions collectives et concrètes à la pauvreté, l'oppression et la destruction.

A nous de soutenir et d'aider si possible les mouvements qui, au Brésil ou ailleurs, luttent pour sauver la forêt et peut-être l'humanité tout entière.

Sans eux, rien ne pourra se faire.

André GARO



Les sacs en plastique s'accrochent partout...

(1) Celui qui prélève la sève de l'hévéa, l'arbre à caoutchouc

(2) COLONNE PRESTES : Longue marche des révolutionnaires brésiliens qui parcourut 20 000 km dans l'arrière-pays de 1924 à 1927

(3) Un site parmi d'autres : Amis des Sans Terre Brésiliens.

(4) Etude de l'Inter American Development Bank.

(5) **PUB !** Achetez de préférence des noix du Brésil estampillées Commerce Equitable.

ANDER

UN FILM DE ROBERTO CASTÓN

Réalisation et scénario :
Roberto Castón.

Avec :
Josean Bengoetxea (Ander),
Cristhian Esquivel (José),
Mamen Ribera (Reme),
Pako Revueltas (Iñaki).

Durée : 2h08.

ANDER, la quarantaine, partage sa vie entre les travaux à la ferme familiale, où il vit en compagnie de sa mère et sa sœur, et un poste d'ouvrier dans une usine de bicyclettes voisine. Suite à un accident qui l'immobilise plusieurs mois, il se voit contraint d'embaucher un ouvrier agricole pour s'occuper des travaux de la ferme. Tout va basculer avec l'arrivée de José, jeune immigré péruvien (Cristhian Esquivel, que l'on a pu voir dans le dernier film de Steven Soderbergh en assassin du Che).

Film simple et profond, pudique et cru à la fois, il est empreint d'une grande force expressive et relate avec justesse la difficile éclosion d'une passion amoureuse, d'un désir, entre deux hommes.

Un film en 3Dimensions

Sociologique, car ce film est construit comme une chronique sur le monde rural avec ses rites figés, ses codes, ses préjugés... Un monde austère et immuable à l'image de cette immense ferme familiale (majestueux premier et dernier plan du film) qui, au plus profond de la Biscaye, semble comme pétrifiée depuis des millénaires et pour toujours.

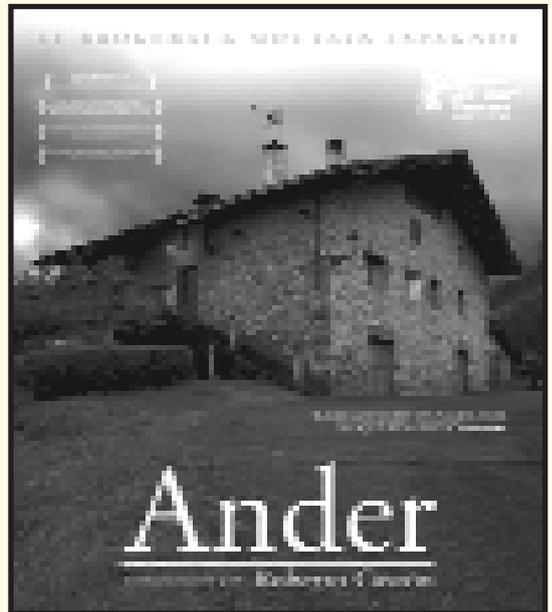
Psychologique, par le traitement des personnages et l'échiquier de leur évolution. *Atmosphère familiale, lourde*, tissée de non-dits,

de silences, de regards. *Sécheresse de sentiments* qui ont du mal à s'exprimer. *Frustration et solitude*, qu'Ander partage entre son vieux transistor et les sorties "viriles" -de façade- chez Reme, avec son copain Iñaki (Pako Revueltas). *Morne existence* de Reme (Mamen Ribera) qui attend vainement son mari, parti à l'étranger et qui se voit obligée de monnayer ses services aux célibataires de la vallée pour assurer sa subsistance et celle de son fils.

Émotionnelle, car tout est émotion dans ce film. Et finalement, à mesure que le désir entre les personnages se dévoile et prend forme (appuyé par un montage percutant : plans fixes, scènes courtes et denses, écrans noirs de transition) le spectateur se laisse gagner par l'émotion. Et nous nous sentons aussi bouleversés, dans notre vie de spectateur, qu'Ander face à l'intrusion de José dans la sienne. Un film qui titille ce *petit doute* que tout être, quel que soit son sexe, porte au fond de sa cale, tel un passager clandestin ! Pour peu que l'on puisse entrebâiller les écouteilles.

Il serait dommage et réducteur de *cataloguer Ander* dans le registre des films *gay*. Comme si l'amour, avant d'être *bi, homo* ou *hétéro* ne pouvait pas tout simplement être l'AMOUR. Sans étiquette.

Ander a obtenu le Grand prix au festival Cinehorizontes de Marseille, le premier prix au Festival Cinespaña de Toulouse ainsi que le Prix d'interprétation masculine au 14^{ème} Festival des Jeunes Réalisateurs de St Jean de Luz en octobre 2009.



arc • en • ciel
ortzadar

Tél / Fax : 05 59 31 85 82 — Courriel : ortzadar @ bigfoot.com



Abonnement à ORTZADAR
Bimestriel - 1 an : 13€
De soutien : 18€



NOM, Prénom

Adresse

CP..... Ville

Bulletin à retourner à :
B.P. 90080 - Mouguerre - 64990 St-Pierre d'Irube

Ortzadar - Alternative Pays Basque

est édité par l'association loi 1901 du même nom

Commission paritaire n° 0711 G 88241

Directeur de la publication : Jean-Maurice FAYE

Mise en page et illustrations : José AGUIRRE

Imprimé sur les presses de l'imprimerie Artisanale à Bayonne